



CHOISIR LA FSU

POUR VOUS FAIRE ENTENDRE !

Le 23 janvier 2007 vous allez être appelés à voter pour le renouvellement des représentants des personnels au Comité Technique Paritaire Ministériel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Ce vote intervient au moment où l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche est posé dans le débat public. Face aux mobilisations des personnels, les choix retenus jusqu'ici par le pouvoir politique organisent le démantèlement du service public d'enseignement supérieur et de la recherche et la précarisation accrue de ses personnels.

Pourquoi voter ?

Le CTPM est consulté sur :

- ✓ les textes et statuts régissant les établissements,
- ✓ les statuts des personnels,
- ✓ les textes relatifs aux personnels précaires,

Il est informé du bilan du Comité Central Hygiène et Sécurité.

Le CTPM est constitué à parité de représentants de l'administration et des organisations syndicales pour lesquelles vous êtes appelés à voter.

Des représentants FSU pour la défense du service public et des droits des personnels

Les représentants du personnel au titre de la FSU se battent pour maintenir et renforcer l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur quelle que soit leur origine sociale, pour une recherche indépendante des lobbies politiques et économiques, pour les droits des personnels :

- ✓ contre la mise en cause des garanties statutaires relevant de la Fonction publique d'Etat,
- ✓ contre les mesures de régression salariale, et pour la progression du pouvoir d'achat,
- ✓ contre un système d'évaluation et de notation individuelle qui veut exacerber la concurrence entre collègues au détriment de la mobilisation collective nécessaire à l'accomplissement de nos missions de service public.

Nos élus au CTPM se font les porte-parole des luttes des personnels dans les établissements.

Le gouvernement n'engage pas le dialogue social, il applique sa politique !

Pour la communication, le gouvernement affiche en permanence sa volonté de « se concerter ». Dans la réalité, il met en application sa politique de démantèlement du service public national malgré l'opposition de la grande majorité des représentants des personnels. Il s'attache, avec l'application de la LOLF et l'autonomie grandissante des Universités, à individualiser les carrières des agents, initiant ainsi des brèches dans les garanties collectives des différents statuts de la fonction publique

Budget 2007 : l'étranglement !

Le budget 2007 encourage les emplois précaires. La promesse gouvernementale de créer 3000 postes statutaires ne sera pas tenue, alors que des milliers d'emplois sont indispensables pour répondre aux besoins et résorber la précarité.

La dégradation des conditions de vie des étudiants et des personnels se poursuit :

- pour les étudiants, les frais d'inscription, la Sécurité Sociale, la restauration augmentent, mais les bourses et allocations de recherche stagnent,
- pour les personnels des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche, c'est l'accroissement de la précarité au détriment d'emplois stables de fonctionnaires d'Etat et l'alourdissement des charges de travail pour tous.

Contre le démantèlement de l'enseignement supérieur et de la recherche...

La loi sur la recherche multiplie les structures de décision, de financement et d'évaluation directement contrôlées par les pouvoirs politiques (ANR, AERES, PRES, RTRA, CTRS, etc.) et amplifie la déréglementation et la mise en concurrence des établissements. **Elle doit être abrogée.**

AERES : une évaluation dévoyée !

L'évaluation, processus légitime et nécessaire dans la recherche est dévoyée au profit d'un processus d'expertise technocratique. Il ignore les principes fondamentaux de l'évaluation par les pairs, contradictoire et plurielle, par champs disciplinaires pour instaurer un pilotage extérieur par le pouvoir politique et le lobbying industriel.

La logique des pôles d'excellence

Les réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA), qui ont fait l'objet d'un choix arbitraire du pouvoir (13 projets retenus sur 39 déposés), voient se concentrer sur eux dans une opacité absolue des

financements qui vont déséquilibrer le tissu de la recherche française en créant de fait, contre l'avis de la communauté scientifique, des pôles dits d'excellence concentrés en région parisienne et en Rhône-Alpes pour l'essentiel (9 sur 13). Déjà, nombre d'écoles doctorales se voient menacées de disparition ou d'agrégation forcée à d'autres thématiques (Chambéry, Pau, ...).

ANR : désincarnation de la recherche publique

L'ANR, loin d'apporter une amélioration au service public de recherche, aboutit à réduire ses missions : ce rouage opaque d'une politique arbitraire de court terme transforme les établissements en agences de moyens, opérant sur projets sans lendemains avec des personnels sur contrats précaires. A moyen terme, c'est l'existence même d'un système public de recherche qui est menacée.

... une autre politique de l'enseignement supérieur et de la recherche est possible !

- ✓ former plus et mieux, avec des moyens et des mesures adaptés (diversification des filières, travaux en petits groupes, allocations d'études, réflexion sur les contenus,...),
- ✓ porter l'effort de financement à hauteur des standards internationaux, en lui consacrant 3% du PIB, en augmentant de 50% le budget de l'enseignement supérieur et en doublant celui de la documentation et de l'information scientifique et technique,
- ✓ démocratiser les structures universitaires et de recherche, plutôt que de les technocratiser,
- ✓ développer les emplois statutaires de la Fonction publique d'Etat, permettant de répondre aux besoins en enseignement, en recherche et en personnels IATOS et de bibliothèque,
- ✓ mettre fin à la précarité avec un plan d'intégration des précaires sur des postes statutaires.

LA FSU, UNE FORCE AU SERVICE DES PERSONNELS

Engagée dans le mouvement social du printemps dernier contre la précarisation des jeunes, la FSU prendra ses responsabilités et agira dans l'unité inter catégorielle et intersyndicale pour défendre une politique universitaire et de recherche ambitieuse.

La FSU s'oppose aux mesures rétrogrades en cours. Elle défend des valeurs de justice sociale, d'égalité, de solidarité, de transformation sociale.

- **Pour la défense et l'amélioration des carrières des personnels**
- **Pour la titularisation des personnels précaires**
- **Pour le recrutement sur emplois statutaires, contre le développement des contrats précaires**
- **Pour la défense et la promotion du service Public d'Enseignement Supérieur et de Recherche**

Votez et faites voter FSU

La FSU rassemble travaille à la construction de l'unité syndicale sans exclusive. Elle réunit des syndicats qui couvrent l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche : enseignants chercheurs et chercheurs, ingénieurs, personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service, de bibliothèque, infirmières, assistantes sociales, enseignants des 1er et 2e degrés. Ce sont :

SNASUB, SNCS, SNEP, SNES, SNESup, SNICS, SNUAS-FP, SNUIPP, UNATOS.

Aux élections professionnelles, les personnels ont fait de la FSU la première organisation syndicale dans la Fonction Publique d'Etat.